

## SOMMAIRE

**REMERCIEMENTS**  
**RESUME ANALYTIQUE**  
**INTRODUCTION**

### **PREMIERE PARTIE : THEORIES ET GENERALITES**

<i>Chapitre I : Approche théorique et conceptuel.....</i>	<i>3</i>
1- Théories de l'investissement.....	4
2- La réglementation.....	8
<i>Chapitre II : L'économie rurale à Madagascar.....</i>	<i>11</i>
1- Potentialités.....	11
2- Contraintes.....	12
3- Objectifs visés par le développement rural.....	15

### **DEUXIEME PARTIE : L'INVESTISSEMENT AGRICOLE ET ACCES AU CREDIT**

<i>Chapitre I : Types d'outils et de mécanismes adaptés à la demande du financement rural..</i>	<i>17</i>
1- Les services financiers en milieu rural.....	17
2- Eléments de l'histoire du crédit malgache.....	21
3- Analyse de l'accessibilité au crédit au crédit des micro finances à Madagascar.....	22
4- L'investissement dans le milieu rural.....	26
<i>Chapitre II : Perspective actualisée du crédit rural à Madagascar.....</i>	<i>27</i>
1- Emprunt et crédit des ménages ruraux.....	28
2- Les crédits des institutions de financement.....	30
3- Appuis au financement rural à Madagascar.....	32

### **TROISIEME PARTIE : LES IMPACTS DU FINANCEMENT RURAL**

<i>Chapitre I : Les effets des investissements sur l'agriculture et la pauvreté.....</i>	<i>38</i>
1- Les effets sur l'agriculture.....	39
2- Les effets sur la pauvreté.....	42
3- Les relations de genre ou relation homme femme.....	44
4- Les modifications du niveau de vie.....	45
5- amélioration du cadre institutionnel, la participation et le renforcement et la paysannerie.....	46
<i>Chapitre II : Analyse et suggestion sur les moyens de financement.....</i>	<i>46</i>
1- Les forces et faiblesses.....	46
2- Quelle politique de financement de l'agriculture ?.....	48

**CONCLUSION.....51**

**ANNEXES**

**BIBLIOGRAPHIE**

**SIGLES ET ABREVIATIONS**

**RESUME**

## **INTRODUCTION**

Madagascar a été toujours marqué par le sous développement. Son économie est basée sur une agriculture faible et précaire. La situation économique malgache n'a connu que des dégradations, on n'a pas suffisamment de moyens de financement pour parvenir à un développement rural.

L'accès aux avoirs matériels et aux services constitue un pilier sur lequel les stratégies d'atténuation de la pauvreté peuvent se baser. En effet, l'accès au capital est l'autre facteur primordial dans l'amélioration des conditions matérielles des petits agriculteurs et des populations pauvres rurales. Un meilleur accès au crédit pour la population pauvre entraînerait d'importantes améliorations dans une vaste gamme de services financiers.

Le capital explique le progrès, il est le moteur de la production et la source du progrès. Relancer l'économie malgache à travers le financement agricole c'est mobiliser des fonds.

L'agriculture malgache manque de financement. Le milieu rural représente diverses formes d'institutions offrant de crédits mais ne permettent pas de satisfaire les besoins de financement.

Le centre d'intérêt du présent document est focalisé sur l'encadrement financier du milieu rural en nous basant sur le cas de Madagascar. L'intérêt de ce thème est lié au fait que le développement rural contribue à la croissance économique qu'il est important d'apporter des mesures financières. Dans le cadre de cette étude, le problème qui se pose est la précarité du financement rural.

La question est alors « Quelles politiques et stratégies adopter pour relancer l'économie par le développement rural ? ».

En réponse à cette question, la première partie de ce document est axée sur une approche théorique et conceptuelle de l'investissement et les généralités du milieu rural à Madagascar.

En deuxième partie, l'analyse est fondée sur l'investissement et l'accès au crédit qui permettra d'élaborer les outils de financement rural et les perspectives actualisées du crédit rural à Madagascar. Enfin, la dernière partie sera consacrée à l'analyse des impacts du financement rural. Il s'agit de voir les effets des investissements sur l'agriculture et sur la pauvreté ainsi que d'élaborer des suggestions à l'encontre de la finance rurale.

# **Première partie**

## **PREMIERE PARTIE : THEORIE ET GENERALITES**

Cette première partie est consacrée pour traiter l'analyse théorique du financement rural et de donner une vision globale et descriptive du milieu rural à Madagascar.

L'intérêt de cette étude est de mettre en évidence l'importance du financement du secteur agricole pour surmonter les difficultés relatives en particulier les contraintes financières. En cela, on doit mettre l'accent sur l'investissement et le crédit.

### **CHAPITRE I : APPROCHE THEORIQUE ET CONCEPTUEL**

Ce chapitre consiste à apporter des approches théoriques sur les comportements des agents économiques dans leur prise de décision.

Dans la première section, on va définir et apporter des théories sur l'investissement ensuite on va aborder les modalités de l'octroi de crédit basé sur le modèle du principal – agent ou la réglementation.

Les soubassements théoriques constituent les références et donnent les directives correspondant aux actions à entreprendre.

L'agriculture à Madagascar a besoin de se financer, de s'investir. En effet, il est intéressant de voir les théories se rattachant à l'investissement et à l'octroi de crédit.

L'objet et méthode de la science économique se rapportent aux activités de production qui sont un ensemble de phénomènes formant un tout cohérent, un processus à la fois de production et de reproduction.

Dans le cadre de la production matérielle, l'agriculture est la seule activité productive. Analysant la production agricole, Quesnay distingue la petite culture sans emploi du capital et peu productive et la grande culture des fermiers employant du capital et très productive.

Donc, le capital joue un rôle essentiel dans la production et le problème à résoudre est celui de la reconstitution de ce capital.

Les dépenses donnent vie à la production c'est-à-dire l'investissement. Il existe des règles du « mouvement qui condense la société et qui perpétue sa durée, les règles de l'emploi et la régénération ».

La production est un processus de production et la reproduction de produit et un processus de reproduction de capital.

Les conditions de reproduction sont réalisées au cours du processus de circulation : achat amortissement, achat matières premières, location de terres...

Le milieu rural a beaucoup besoin de moyens financiers pour relancer son développement. En effet, l'investissement et accès au crédit sont les clés très recherchées.

## **1- Théories de l'investissement**

La décision d'investissement s'observe sous deux volets : micro économique et macro économique. Elle peut aussi s'étudier selon différentes tendances théoriques.

### **1.1-Conception empirique et micro économique**

Du point de vue empirique et microéconomique, la décision d'investissement tient compte de différents motifs et de diverses contraintes.

Un investissement est pour la recherche du profit, la possibilité d'autofinancement, le prestige, l'accroissement du pouvoir de l'entreprise, les possibilités d'accès au marché financier, le caractère peu onéreux du crédit, l'effet d'imitation etc... Mais en général, les modèles théoriques privilégient le seul motif de rentabilité, en tenant compte du coût d'opportunité et de la préférence pour le présent. Au sens étroit, l'investissement c'est l'acquisition de biens de production. L'investissement s'oppose à la consommation immédiate c'est à dire à la satisfaction des besoins par l'utilisation et éventuellement la destruction des biens et services.

L'investissement peut avoir l'objectif de capacité ou d'expansion dans la croissance des capacités de production et peut être un investissement de substitution pour la modernisation.

Le terme « investissement » concerne le plus souvent le capital fixe, investir c'est créer ou acquérir des biens de production ou d'équipement. L'investissement est alors l'acte qui permet d'accroître le capital. L'effort d'investissement est mesuré par le taux d'investissement.

### **1.2-Aspects macroéconomique de l'investissement et croissance**

L'étude des variables macroéconomiques revient à la théorie keynésienne.

L'investissement, une composante déterminante de la demande globale selon l'approche keynésienne.

#### **\*L'efficacité marginale du capital**

Pour J.M Keynes (1883-1946) dans « La théorie générale de l'emploi et de taux d'intérêt de la monnaie (1936) », l'investissement courant est « l'addition à la valeur de l'équipement résultant de l'activité productrice de la période ». L'incitation à investir dépend « en partie de la courbe de la demande de capital et en partie du taux d'intérêt ».

Le taux d'intérêt n'exerce pas vraiment une modification sur la structure de l'investissement. La variation de l'investissement est fonction de la demande effective. Les investissements sont supposés faiblement élastiques par rapport aux taux d'intérêt.

L'efficacité marginale du capital est exprimée en pourcentage, c'est un taux de rendement par rapport au coût. L'entrepreneur tente d'évaluer la valeur moyenne du bénéfice actualisée qu'il peut atteindre et de la dispersion des résultats possibles dans son investissement. Keynes insiste sur l'importance du rôle des croyances au moment de la décision d'investir. En situation d'incertitude, l'évaluation des recettes escomptées est liée aux anticipations et à la personnalité de l'épargne économique.

### **\*Investissement, croissance et instabilité de la croissance.**

Il n'y a croissance économique que si l'investissement courant est supérieur à l'épargne de la période précédente.

Le multiplicateur d'investissement est d'autant plus élevé que la propension marginale à épargner est faible.

Cependant, la stabilité de la croissance économique ne dépend pas du niveau d'investissement mais des variations de celui-ci. Dans le modèle Harrod-Domar (1947), l'investissement est à la fois stimulant de la demande et moyen d'extension des capacités de production. Lorsque les anticipations des investisseurs conduisent l'économie à une expansion (ou à une récession), le rythme de l'investissement s'accélère jusqu'à la barrière du plein-emploi ou (chômage croissant).

A long terme, le taux de croissance de l'investissement doit assurer la comptabilité entre le taux de croissance garanti (rapport du taux d'épargne et le coefficient marginal du capital) et le taux de variation de la population active (taux de croissance naturelle)

L'introduction de décalages dans l'adaptation de l'investissement aux variations de la demande conduit à une dynamique basée sur les inégales vitesses de réaction de l'investissement et de la consommation : la croissance de l'investissement peut s'accompagner dans le modèle de l'oscillateur, de fluctuations amorties, d'oscillation explosives ou de croissance exponentielle.

### **1.3-Les déterminants de l'investissement**

La décision d'investissement est fonction de plusieurs facteurs observés et analysés par l'agent économique.

#### **\*Le coût relatif des facteurs**

Selon la théorie néoclassique, un producteur rationnel n'investit que dans la mesure où elle escompte retirer un profit.

Lorsqu'un agent économique, par exemple, acquiert un bien d'équipement, elle évalue la contribution de ce bien au produit de son activité c'est à dire sa productivité marginale relativement à son coût. Cela conduit à comparer le prix relatif du capital par rapport à celui du travail.

### **\*L'investissement et les préférences inter temporelles**

Dans « La théorie de l'intérêt, 1930 » d'Irving Fisher, la décision d'investir consiste à établir une préférence inter temporelle donc à quantifier la valeur du temps ce qui signifie la renonciation à une satisfaction immédiate pour une satisfaction future. La décision d'investir est alors assimilée à un arbitrage entre plusieurs projets.

Le producteur choisit d'investir s'il peut obtenir avec un taux d'actualisation au moins égal au taux d'intérêt, une valeur actualisée nette positive. Plus le taux d'intérêt réel est élevé plus le producteur est sélectif dans ses projets.

### **1.4-Investissement et épargne**

Certains théoriciens rattachent l'investissement à l'épargne. L'épargne est alors conçue comme la condition préalable à l'investissement, ainsi, elle est à mobiliser pour s'affecter vers des emplois productifs.

### **\*Conception néoclassique**

Pour les néoclassiques, le taux d'intérêt est déterminé sur le marché des capitaux en fonction de l'offre (ou de l'épargne) et la demande de fonds prêtables (investissements).

La hausse du taux d'intérêt diminue les investissements ainsi l'investissement est une fonction décroissante du taux d'intérêt. L'agent économique étant rationnel, *homoeconomicus* cherche toujours à maximiser son profit en minimisant ses coûts.

La décision d'un agent rationnel est aussi contrainte des informations disponibles de la structure de l'avenir, de l'influence du temps, en effet de ses aptitudes d'analyse économique.

La théorie néoclassique est surtout réputée par son économie de l'offre où l'épargne d'abord après vient l'investissement. Donc, pour qu'il y ait investissement, il faut mobiliser à priori l'épargne rurale.

L'information joue un rôle important dans la relation « Investissement Epargne » car l'agent économique agit en fonction des informations qu'ils obtiennent.

### **\*Conception keynésienne**

Keynes admet l'existence de l'épargne et que le revenu des ménages est affecté à la consommation puis le reste à l'épargne. L'épargne est une variable explicative de la croissance.

L'approche keynésienne repose sur la propension marginale à épargner (Épargne sur revenu). Le niveau d'épargne que constitue un agent économique est lié à son revenu ; plus le ménage possède un niveau de revenu élevé, plus sa capacité d'épargne est grande.

Cependant « les décisions des agents économiques ne sont que partiellement rationnelles et marquées par des esprits animaux. Une grande part de nos activités positifs dépend d'un optimisme spontané plutôt que d'une prévision mathématique, qu'elle soit morale hédoniste ou économique »<sup>1</sup>.

De plus, l'épargne est fonction des besoins et préférences, de l'éducation et de la conception des choses.

## **2 - La réglementation**

L'information joue un rôle très important dans toute une prise de décision. Toute activité économique s'appuie sur des bases de données, de la transparence et la pertinence des informations. La problématique de l'asymétrie d'information se résume ainsi : des

entrepreneurs détiennent une information privée sur la rentabilité et le risque de certains projets sans avoir néanmoins les ressources monétaires pour les financer. Des investisseurs qui disposent de ces ressources, n'ont pas accès à cette information privée, dont la non – révélation entraîne une sous- efficacité pour l'ensemble de l'économie. Cette situation asymétrique empêche une allocation optimale des ressources par le simple jeu du marché. Un ensemble de services va apparaître alors dans l'économie, destiné à remédier cette imperfection du marché.

Ces fonctions incombent surtout aux financeurs. Ce sont véritablement les articles de Stiglitz et Weiss (1981) et de Diamond (1984) qui jalonnent les nombreuses tentatives conceptuelles en ce domaine.

Nous découpons alors ce chapitre en deux : on va parler d'une part des problèmes de l'asymétrie d'information et d'autre part du rationnement de crédit.

### **2.1-La problématique de l'asymétrie d'information**

La décision d'investissement intervient souvent dans un contexte marqué par l'asymétrie. Un entrepreneur possède un projet, une idée, sans avoir cependant des ressources permettant de le financer. Un investisseur se trouve dans une situation inverse. A cette asymétrie dans l'allocation initiale des ressources s'ajoute l'asymétrie d'information, qui rend caduc le recours au marché des capitaux en vue d'obtenir l'optimum. L'entrepreneur détient en effet une information privée sur son projet, mais aussi sur la qualité et les modalités de sa propre gestion.

Pour l'investisseur, cette information est payante. Il devra supporter un coût pour l'obtenir, le coût pouvant être infini s'il lui est de toute façon impossible d'observer la réalité du projet. A défaut, l'investisseur ne connaît que l'information rapportée par l'entrepreneur. Stiglitz et Weiss (1981) ont décelé les conséquences de l'asymétrie d'information et les effets pervers qui en résultent dans les relations qui s'établissent entre l'entrepreneur et l'investisseur autrement dit entre l'agent et le principal. Ceux-ci sont de deux sortes :

- une anti-sélection (adverse selection) des entrepreneurs emprunteurs potentiels : à l'équilibre, les investisseurs sélectionnent les plus mauvais risques, les « lemons » au sens de Akerlof (1976) et écartent les bons
- un alea moral : l'entrepreneur est naturellement tenté d'annoncer un rendement faible sur son projet pour s'accaparer de la richesse créée.

Les contrats de financement incitent les entrepreneurs à privilégier leur propre intérêt ; donc les projets les plus risqués à rendement espéré égal, induisant donc un choix sous optimal.

De tels désajustements expliquent l'instauration d'une surveillance de l'agent (emprunteur) par le principal (prêteur), donc des financé par le financeur.

Stiglitz et Weiss (1981) ont inauguré l'analyse du rationnement de crédit.

## **2.2-Le rationnement du crédit**

Stiglitz et Weiss expliquent comment l'asymétrie d'information conduit à un rationnement de crédit, une situation dans laquelle subsiste une demande de prêt en excès, non satisfaite par une offre correspondante dans le processus normal d'obtention d'un équilibre walrassien.

La courbe de profit espéré de la banque en fonction du taux offert sur les crédits se trouve en effet altérée, par rapport à une situation de marché normal, par la présence de l'antisélection et la désincitation.

La banque se trouve en présence de plusieurs entrepreneurs dont les projets ont la même espérance de rendement mais des variances (risques) différentes. Au delà d'un certain seuil, le taux de crédit va décourager les bons emprunteurs (ceux dont le risque est le plus faible à rendement espéré égal) car leur capacité de dégager un profit positif net du coût d'emprunt va beaucoup plus improbable. Au contraire, les mauvais emprunteurs à risques les plus élevés pourront toujours espérer la réalisation d'un profit élevé tout en

sachant que le contrat de prêt limite leur responsabilité en cas d'échec sans craindre une perte importante, ils conservent pourtant l'espérance de gain.

Ce phénomène réduit l'espérance de profit de la banque. Son maximum est atteint pour une valeur de taux de crédit à partir de laquelle l'antisélection réduit marginalement le profit plus vite que ne l'augmente l'accroissement du taux. Il y a donc rationnement et même sous optimum. Dans ce modèle, on voit cependant que le prêteur garde un comportement relativement passif et rigide puisqu'il ne dispose que d'une variable de décision, le taux d'intérêt qu'il propose sur les crédits.

## **CHAPITRE II : L'ECONOMIE RURALE A MADAGASCAR**

L'économie de Madagascar repose sur le développement agricole. Disposant, des multiformes de moyens, Madagascar pourra améliorer sa performance économique. La potentialité de l'agriculture malgache repose sur la terre, main d'oeuvre et capital humain et d'autres ressources

Cependant, le milieu rural est complexe. Elle est soumise à de nombreuses contraintes.

### **1-les potentialités**

Les différents atouts que possède un pays sont les occasions pour faire son développement.

#### **\*Potentialité physique : la terre**

La diversité des zones écologiques, liée à toute une gamme de climats, favorise l'agriculture ainsi qu'une large éventail de productions.

Le potentiel agricole malgache est loin d'être exploité : les terres cultivables représentent 60 % du territoire alors que la superficie cultivée n'occupe que 5 % de la totalité du pays. En effet, la terre à Madagascar est une ressource abondante. Cependant deux (2) obstacles entravent l'accès à la terre. Presque la majorité des exploitants ne possèdent aucun droit matérialisé par des titres de propriété sur les terres qu'ils exploitent. Or, pour accéder au crédit, la jouissance de la terre est un élément de garantie.

### **\*Les ressources humaines : mains d'œuvre et capital humain**

Le pays dispose d'une population jeune donc en principe plus dynamique toutefois, même si l'on peut critiquer les personnes âgées et les méthodes traditionnelles, par rapport à d'autres pays, Madagascar se caractérise par les potentialités qualitatives de ses travailleurs qui sont aptes à bien maîtriser de nouvelles techniques.

Avec une population jeune, il est fort probable que la plus grande partie va s'orienter vers le secteur rural.

### **\*Autres atouts.**

Malgré les résultats des travaux de la recherche nationale pour la progression des productions et de la productivité, il manque l'appropriation de ces techniques par les producteurs ceci par défaut de vulgarisation agricole, l'état financier du milieu rural faible ne permet pas son développement. En effet, les finances rurales méritent d'être révisées avec les objectifs à atteindre pour retracer les performances agricoles.

D'emblée, bien que Madagascar a toutes les occasions pour son développement, ces ressources restent sous-exploitées. D'où la précarité du secteur primaire.

## **2-Les contraintes**

L'économie du milieu rural est désarticulée et complexe. Elle est soumise à de nombreuses contraintes qui expliquent cette complexité.

Entre autres on peut citer les contraintes d'ordre structurel, contraintes d'ordre financier et contraintes d'ordre socio- économique.

Cette situation conduit à présenter brièvement les caractéristiques du milieu rural ainsi que les objectifs visés.

### **\*Contraintes financières.**

L'état du milieu rural à Madagascar est caractérisé par sa paupérisation. L'incohérence et vicissitude en matière de politique et d'organisation, le manque de coordination entre la structure administrative et l'absence de cadre juridique adéquat pour les opérations de développement constituent les véritables causes de vulnérabilité.

La défaillance dans le soutien de la production tel que le crédit rural inadapté ou quasiment inexistant produit des effets pervers auxquels s'ajoute l'insuffisance des institutions de soutien au développement.

Le financement du monde rural est inadapté et rudimentaire.

La finance rurale est encore au stade embryonnaire. La rentabilité faible des activités ne doit pas occulter les besoins d'investissement ruraux, investissement à plus ou moins long terme, dont le retour est loin d'être rapide, mais qui pour l'économie nationale est indispensable. L'inexistence de système mutualiste ne favorise pas le déploiement d'un financement du monde rural.

Même s'il existe des institutions de financement, les exigences ne correspondent pas à la capacité du milieu rural. Donc, l'inadéquation du système de financement et la structure rurale sont un autre problème.

Les producteurs ne disposent pas des informations, leur permettant de prendre à temps les décisions indispensables à leur développement et /ou à leur simple survie. Par conséquent, les ménages ruraux ne sont pas motivés à mobiliser leur épargne pour des emplois plus productifs.

L'usure est largement utilisée en milieu rural pour répondre aux besoins en trésorerie des ménages et des exploitants ; Les conditions d'octroi de ces crédits sont très exigeantes. Par leur caractère informel, le poids des charges financières de ces transactions dans le budget des micro- exploitants n'a pu être réellement quantifié.

On peut néanmoins conclure que le coût financier de l'usure :

-anéanti totalement la capacité de la capitalisation et d'investissement des ménages le plus fragiles

- favorise la concentration foncière, le métayage et le développement du salariat, agricole

- réduit les capacités d'innovation et les préoccupations de préservation des ressources, entretenant ainsi le cycle de la pauvreté.

### **\*Problèmes socio-économiques et techniques.**

L'insuffisance de crédits disponibles et les taux d'intérêts trop élevés ne permettent pas d'entreprendre de grands investissements et d'entretenir les infrastructures existantes. Le milieu rural malgache est caractérisé en outre par l'insuffisance des infrastructures techniques de base comme les routes, éloignement des centres de soin, de l'école et /ou des services administratifs. L'enclavement du milieu rural pendant la saison de pluies est un problème fondamental au développement rural.

Cette insuffisance est justifiée à priori par la faible rentabilité des activités rurales et les débouchés aléatoires qui aggravent la chute des performances de l'ensemble de l'agriculture .Il est à signaler que les investissements inconsidérés, la structure fantaisiste et les détournements en tous genres n'ont pas amélioré le niveau déjà insuffisant des crédits.

L'activité paysanne est sérieusement endommagée ce qui cause de fortes pertes économiques chez les agriculteurs.

La faible productivité agricole est alors à rattacher à l'absence des services d'appui tels que la vulgarisation agricole, l'offre d'intrants, la commercialisation ou le crédit. On constate alors une marginalisation des milieux ruraux.

Selon les économistes du développement (1970) : « le sous-développement des régions rurales tient surtout à la faible productivité des exploitations agricoles ».

Pour développer le milieu rural, il faut viser le renforcement de l'armature infra structurelle et institutionnelle mais aussi d'augmenter la production et la productivité par le

moyen de crédit agricole. En cela, la production constitue un système où chaque élément et comme le maillon d'une chaîne, sa résistance dépend du maillon le plus faible.

Il faut remarquer que les contraintes précitées contribuent à la motivation des paysans dans leurs activités. Leur motivation est fonction de l'environnement rural qui est instable, non incitatif. Il n'est pas à oublier que 75 % des pauvres sont des agriculteurs vivant en dessous du seuil de la pauvreté.

### **3-Les objectifs visés par le développement rural.**

Selon la lettre de politique de financement rural du MAEP<sup>2</sup>, les besoins du secteur agricole malgache sont importants. Ils sont avant destinés à améliorer la productivité de la terre et de la main d'œuvre, les revenus agricoles et la sécurité alimentaire des ménages qui stagnent depuis 30 ans.

Ces besoins sont destinés :

- à l'amélioration des performances techniques des exploitations familiales ; ils concernent le développement de la structure d'exploitation, le foncier ou l'augmentation de la taille des parcelles, les approvisionnements en facteur de production tels que les semences, plants, pesticides, engrais, main d'œuvre, petits équipements et la mécanisation.
- au renforcement des capacités des organisations paysannes à fournir des services de proximité à leurs membres tels que l'approvisionnement en intrant, information, conseil de gestion...
- au financement des campagnes de commercialisation des produits. Les facilités d'écoulement et les prix appliquées bords champ ou à la sortie des centres de collecte constituent des conditions déterminantes à la croissance de l'économie rurale.
- aux réponses à apporter en terme d'innovation (recherche), de vulgarisation, de formation et d'appui conseil.

L'économie malgache basée sur le développement du secteur primaire a beaucoup besoin d'être soutenue financièrement. L'agriculture joue un rôle important dans la réduction de la pauvreté. Les investissements effectués pour améliorer la productivité agricole augmenteront le bien être des ménages en augmentant la capacité productive des pays. Des investissements dans les infrastructures rendent plus concurrentiel le marché agricole et offriront des occasions de diversification des activités rurales.

# **Deuxième partie**

## **DEUXIEME PARTIE : L'INVESTISSEMENT AGRICOLE ET L'ACCES AU CREDIT**

Dans le cadre d'une étude menée par le Michigan State University (by Thomas Reardon, Eric Crawford, Valery Kelly, Bocar Diagana), sur la façon de promouvoir l'investissement agricole pour assurer une intensification durable de l'agriculture africaine, il ressort des enquêtes et recherches sur le terrain que les incitations à l'investissement et les capacités d'investir dans les techniques de production intensives se sont réduites dans la dernière décennie. Ceux-ci pourront être les conséquences de la suppression des subventions et des incitations à l'emploi de semences améliorées, d'engrais et de traction animale, du manque de rentabilité des producteurs dans les pratiques de culture à forte intensité de main d'œuvre et à la réduction de crédit limitant les capacités d'investissement.

Il ressort de l'étude que les paysans sont plus portés à l'investissement en matière de productivité et protection des sols dans le cadre des cultures de rentes, où ils disposent d'un ensemble de conditions de réussite avec un marché d'écoulement garanti, des crédits disponibles, des paiements rapides en espèces, un appui soutenu en vulgarisation et des bénéfices directs ou indirects en matière de production alimentaire.

La justification théorique du crédit pour accélérer la croissance est simple : l'emprunt permet de mettre en route de nouvelles capacités productives lorsqu'il finance l'investissement.

Les agricultures sont en général caractérisées par une faiblesse chronique de leur propension à épargner, de sorte que les exploitants ont, plus que toute autre unité de production, du mal à autofinancer leur croissance et cette difficulté semble proportionnelle à la pauvreté.

# **CHAPITRE I : TYPES D'OUTILS ET DE MECANISMES ADAPTES A LA DEMANDE DE FINANCEMENT RURAL**

## **1-Les services financiers en milieu rural**

Les différentes catégories d'organisation qui fournissent des services financiers en milieu rural utilisent des stratégies et des outils différents pour faire face aux différentes contraintes probables.

### **1.1-Les banques commerciales**

Les plus souvent, ils utilisent en milieu rural les même outils qu'en milieu urbain : services fournis au guichet, dans des localités rassemblant une population déjà relativement importante, produits financiers standardisés, garanties matérielles, appréciation de la solvabilité du client en fonction de ces actifs, analyse individuelle du projet économique qui fait l'objet de la demande de financement. Ces outils sont peu adaptés dans de nombreux milieux ruraux, ce qui explique le faible développement des banques commerciales dans ces zones. Elles peuvent cependant progresser à mesure que les milieux ruraux se développent.

Certaines d'entre elles tentent d'étendre leur portefeuille de crédit rural en adoptant les principes et techniques de la micro finance.

Exemple : BTM-BOA Madagascar.

### **1.2-Les projets de développement**

Ce sont ceux qui ont souvent intégré des "composants crédits". Le crédit est utilisé pour soutenir l'action du projet telles que l'introduction de techniques de production ou d'activités nouvelles...Il est géré par la structure de projet, le plus souvent sans référence à des principes bancaires, et par des agents qui n'ont pas de compétences spécifiques de gestion financière.

Ces composantes crédits des projets de développement ont connu de nombreux échecs comme impayés, mauvaise gestion ... et les services financiers fournis ne sont pas durables: quand le projet s'achève, le service financier disparaît avec lui. Certaines de ces composantes crédits de projet ont tenté de se transformer en véritable institution de financement, mais les changements à opérer sont si profonds que ces expériences aboutissent rarement à des réussites durables.

### **1.3-Le financement informel**

Ce type de service financier existe dans presque tous les milieux ruraux. Il peut prendre différentes formes : tontines, crédits des prêteurs privés qui est souvent appelé "crédit usuraire" parce que les taux d'intérêts pratiqués sont élevés, mais aussi épargne informelle confiée à des banquiers ambulants par exemple.

Ces formes de financement informel font face aux contraintes du milieu rural s'appuyant sur la proximité avec l'emprunteur et les pratiques sociales locales. De ce fait, ces systèmes de financement ont en règle générale une portée limitée à l'échelle locale. Le financement informel a longtemps été considéré comme une pratique marginale qui disparaît à mesure que la finance formelle se développe.

### **1.4-La micro finance ou secteur intermédiaire**

C'est un service financier entre finance informelle et formelle ou "systèmes financiers décentralisés" a développé des principes et des pratiques innovantes pour faire face aux défis du monde rural. Pour cela, les principes communs à tous les micros finances sont:

- la proximité avec le monde rural c'est à dire une proximité géographique, siège en milieu rural, agents qui se déplacent auprès de la population, cette proximité est aussi économique et sociale telles que les IMF<sup>1</sup> tentent de développer une offre de service

---

3-Institutions mutualistes financières

adapté aux besoins et aux contraintes des populations locales s'appuyant sur une inter connaissance forte...

- la participation des bénéficiaires: elle est mobilisée pour favoriser l'adéquation de l'offre à la demande réelle des ménages, réduire les coûts de transactions, gérer le risque et sécuriser les services financiers, faire du système financier un outil au service des stratégies de développement des populations, un outil d'apprentissage de modes de gestion participatives, démocratiques, permettant l'intégration progressive des catégories de populations exclues des formes de gouvernances traditionnelles (femmes, jeunes ...) et le renforcement de l'équité sociale. La participation est par conséquent un levier de changement social.
  
- la recherche de la durabilité de service financier. Il doit ainsi assurer son autonomie et sa pérennité financière c'est à dire avoir des ressources financières stables et suffisantes; avoir un taux d'intérêt permettant de couvrir le coût de crédit sans pour autant réduire la capacité de production des paysans; la pérennité technique: un personnel compétent, des systèmes de gestion et de contrôle bien organisés et efficaces; la viabilité sociale c'est à dire bien appropriée par les populations.

Sur la base des principes communs, la micro finance rurale s'est développée sous des formes organisationnelles très diverses parmi les quelles on cite : le crédit à caution solidaire, les mutuelles d'épargne et de crédit, les Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérés (CVECA). Très brièvement, le crédit à caution solidaire est fondé sur l'idée que même les populations très pauvres peuvent valoriser et gérer un crédit.

Le crédit, qui peut être d'un très petit montant, est donné à un groupe d'emprunteurs qui sont solidaires pour son remboursement.

Ce type de micro finance s'est développé avec succès dans de nombreuses zones rurales à forte densité de population.

Concernant les mutuelles d'épargne et de crédit, elles sont des coopératives gérées par leurs membres, exemple: Caisse d'épargne de Madagascar (CEM). Chaque membre est propriétaire de la structure et a un droit égal. La gestion technique est assurée par des salariés.

Ces mutuelles privilégient la collecte de l'épargne, le crédit est réalisé sur les ressources d'épargne et l'épargne constitue une partie de la garantie demandée à l'emprunteur. Des garanties matérielles sur les biens de l'emprunteur, comme la terre, complètent le dispositif de gestion de risques.

Face à la difficulté de mobiliser l'épargne rurale, de nombreuses adaptations du principe de base de l'épargne préalable sont observées aujourd'hui au sein des mutuelles. La priorité donnée à l'épargne tend à orienter les mutuelles vers les populations ayant une capacité d'épargne c'est-à-dire celles à revenu moyen, agriculteurs moyens à aisés, commerçants ... en excluant dans une certaine mesure les populations moins aisées (femmes, jeunes...)

Exemple: OTIV, TIAVO.

#### **1.4-Les Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérés (CVECA)**

Les CVECA sont fondées sur le principe de mobilisation de la cohésion sociale au niveau le plus décentralisé, le plus souvent le village. La caisse villageoise appartient à la communauté de ses membres qui la gère. Le crédit est donné d'abord sur la base des ressources de la collecte de l'épargne afin de responsabiliser davantage les emprunteurs.

Quand la CVECA a fait les preuves de sa capacité de gestion et de son sérieux, elle peut accéder à un système de refinancement sur le marché financier qui permet alors de développer plus fortement la fonction de crédit. Les CVECA se différencient des mutuelles

par la gestion technique qui est effectuée, non par des salariés, mais par un personnel villageois désigné par les membres et formé par un service d'appui technique extérieur au réseau des CVECA ainsi que par la volonté de préserver la décentralisation: les CVECA se regroupent en Union et en Association d'Unions qui ne dépassent jamais le niveau régional.

Ce model de micro finance a été développé dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et de Madagascar, exemple: AECA-CECAM-AdéFI.

## **2-Eléments de l'histoire du crédit malgache**

L'emploi de prêts en nature, en travaux ou en argent et porteurs d'intérêts a été pratiqué depuis des siècles dans les campagnes malgaches. Bien que les modalités de ces prêts soient réglementées depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, ils échappent encore largement aujourd'hui à tout contrôle administratif et judiciaire et relèvent pour l'essentiel de ce qu'il est convenu d'appeler "économie informelle".

Au XVIII<sup>e</sup> siècle est apparue une première réglementation des prêts porteurs d'intérêt "zanabola" en malgache ou "enfant de l'argent" (CALLET 1908).

Le grand Roi ANDRIANAMPOINIMERINA faisait obligation à ses sujets de rembourser l'argent emprunté avec les intérêts convenus sous peine de voir leurs biens confisqués voire d'être réduits en esclavage. Le taux d'intérêt ne semblait pas alors être plafonné mais l'emprunteur comme les prêteurs pouvaient faire appel à la justice du roi pour arbitrer leurs litiges.

Dans le code des 305 articles, proclamé le 29 mars 1881, par RANAVALONA II, le taux maximum légal de l'intérêt est fixé à 10% par mois (THEBAULT 1960). En caractérisant les intérêts, des placements mensuels successifs pouvaient ainsi rapporter jusqu'à 214% par an. La Reine charge des gouverneurs, les "sakaizambohitra" de veiller à l'application de ces règles et d'enregistrer les contrats en prélevant un douzième des intérêts...

L'histoire du crédit aux agriculteurs à Madagascar illustre ainsi de façon caractéristique la relation exploitant – exploité basée sur l'établissement de rente de situation très courante dans la culture malgache.

Très récemment, l'état des lieux tient en quelques chiffres : plus d'un tiers des ménages ruraux seraient endettés auprès des prêteurs informels, à des taux usuraires tandis que moins de 2% des agriculteurs accèdent aux services financiers formels. La production agricole 34% du PIB et 55% des recettes d'exportation en 1996 reçoit moins de 5% des concours bancaires à l'économie, dont 9% seulement sont consacrées à la culture du riz: 7,5 millions de Fmg<sup>4</sup> en 1996 soit 0,5% des crédits à l'économie estimés à 1619 milliards en juin 1997(BCM)<sup>2</sup> alors que le riz représente 42 à 45% de la valeur ajoutée du secteur agricole nationale (1996) (FRASLIN 1997).

En outre, à la fin des années 1980, des projets de développement fréquemment trouvés dans des régions à forte potentialité agricole telles que la région du lac Alaotra, celle du lac Itasy ou de Marovoay ont commencé à promouvoir des groupes de crédit avec caution solidaire. Alors que les précédents projets de micro finance étaient en fait des projets de crédit agricole sans objectif de pérennisation des systèmes financiers, un nombre de programme de banque villageoise et de coopérative de crédit et d'épargne ont été introduites dans les années 90 et ultérieurement développés dans les régions de Vakinankaratra, de Fianarantsoa, du lac de Marovoay (FRASLIN 1997).

En moyenne, seulement 11% des ménages participent à de telles institutions. Le temps moyens mis pour aller à l'institution bancaire la plus proche est de près de 5 heures.

### **3- Analyse de l'accessibilité au crédit des micro finances à Madagascar**

A Madagascar, l'émergence depuis une quinzaine d'années des réseaux financiers de proximité constitue une avancée significative, qui permet aux ruraux d'accéder à des produits financiers qui répondent à leur besoin à des conditions économiquement acceptables. Malgré

---

<sup>2</sup> Banque Centrale de Madagascar

un développement conséquent au cours des dernières années, ces réseaux ne touchent guère plus de 3% de la population rurale. Actuellement plus d'un tiers des ménages ruraux seraient endettés auprès de prêteurs informels à des taux usuraires.

De manière plus concrète, les institutions financières de proximité ne répondent mal aux multiples besoins de financement des petites exploitations agricoles qui pour la plupart n'ont jamais eu accès à des formes de crédit "institutionnelles". Les agriculteurs ne constituent dans les faits leurs cibles privilégiées.

Ces institutions de micro finance ont pour mission d'offrir des services financiers à une population qui n'a pas accès aux services bancaires, tout en garantissant les conditions de leur pérennité: équilibres financiers, bonne gouvernance, autonomie par rapport à l'Etat, acquisition de compétences adaptées, évolution de l'environnement juridique et réglementaire.

En milieu rural, les institutions financières sont confrontées à six grands défis:

- toucher des populations vivant souvent dans les zones reculées, difficiles d'accès, où les infrastructures sont déficientes.
- concevoir des services financiers adaptés aux activités économiques de ces populations, activités diversifiées mais souvent de petite taille,
- élaborer des formes de garanties adaptées à des situations à haut degré de risque et de populations incapables de fournir des garanties matérielles
- minimiser les coûts de transaction liés aux différentes contraintes
- trouver des ressources financières permettant d'assurer des services financiers autonomes et durables
- élaborer une forme d'organisation qui ait une portée suffisante par rapport à l'ampleur des besoins de financement de la population rurale.

L'agriculture est une activité à risque, à rentabilité incertaine et définie par des cycles précis. Il devient dès lors difficile pour les institutions financières d'élaborer des réponses adaptées aux besoins spécifiques sans fragiliser leurs équilibres financiers internes. L'accessibilité des agriculteurs aux services financiers est souvent incriminée. Cela concerne en particulier les procédures internes et exigences internes propres aux réseaux comme les montages des dossiers, les montants des échéanciers, les garanties pour couvrir les risques, et la participation des agriculteurs aux prises de décision.

L'esprit de la réglementation de la micro finance en vigueur correspond à des règles financières et économiques "générales" de type bancaire qui ne tient que peu compte de la nécessité d'adapter les interventions des institutions financières de proximité à la spécificité du monde rural. Cette situation a un outre, l'inconvénient d'exclure l'accès au crédit des plus pauvres, car pour répondre aux exigences de rentabilité, des institutions "formelles" choisiront de financer les produits les plus rentables ou les plus sécurisants. Le cadre réglementaire doit être redéfini d'une manière concertée et doit être assez flexible pour s'adapter aux contraintes de micro finance en générale et particulièrement aux réalités du monde rural.

La marginalisation des pauvres et des femmes dans l'octroi de crédits ou des prêts est très accentuée à Madagascar.

Les pauvres et les moyens paient plus de taux d'intérêt que plus aisés. Ce sont surtout ces pauvres et ces femmes qui ont recours aux prêts informels qui sont pour eux plus adaptés à leur condition. Ces prêts informels offrent des crédits disponibles de suite et l'accès est facile.

Dans le cas des femmes, elles constituent la plus forte proportion des populations actives à Madagascar (40%) mais sa part de contribution économique à la valeur ajoutée nationale dans la production agricole n'est pas prise en compte. En ne parlant que de la riziculture la filière la plus courante du secteur agricole malgache, c'est la femme rurale qui s'occupe de la plupart des travaux de main d'œuvre. Cependant l'activité agricole de la femme agricultrice est peu rentable à cause:

- du non maîtrise de l'eau d'irrigation

- manque d'animation et de formation sur les innovations techniques
- du non accès au crédit entraînant l'usure informelle "Varomaitso" ou cultures vertes vendues dues aux difficiles conditions d'octroi de crédit et la rareté des institutions financières légales en milieu rural enclavées.

Le taux d'intérêt élevé s'explique par les prêteurs qui sont averse au risque et amenés à rationner les crédits octroyés. Les pauvres et les femmes sont considérés des clientèles à haut risque avec une grande probabilité de non remboursement. Or dans la réalité, les ménages pauvres ont un meilleur taux de recouvrement que les ménages riches, quel que soit le type de prêteurs.

Cela montre que la population pauvre est capable a de réelle opportunités d'investissement, est digne de confiance, confiance, et fait preuve de la solidarité pour sortir de la pauvreté. Ils n'ont pas besoin de charité mais d'un accès aux ressources. Il leur fait des programmes générateurs de revenus basés sur l'octroi de crédit qui s'appuient sur l'auto promotion des plus pauvres et que ces programmes s'inspirent des "guides lines" et pratiques expérimentées par les programmes pilotes ayant réussi.

Le contexte de l'agriculture malgache ne lui permet pas de financier son développement exclusivement sur sa propre capacité d'accumulation.

Les multiples besoins en investissement ne peuvent être assumés par le secteur bancaire ou les IMF qui ont des préoccupations propres de rentabilité d'équilibre. La mobilisation des ressources publiques est en particulier nécessaire pour couvrir les besoins en investissement à rentabilité différée (Investissement rural, éducation, information, formation, appui conseil...) et créer des incitations sur certains secteurs d'activité. Pour l'essentiel, les relations entre les mécanismes de "subvention" et les institutions financières de proximité doivent être optimisées autour d'une réelle recherche de complémentarité.

## **4-L'investissement dans le milieu rural**

La problématique d'investissement dans le secteur agricole, principal secteur d'activité de l'économie malgache reste centrale dans le cadre de la mise en œuvre de ses politiques de relance économique et de lutte contre la pauvreté.

Pour soutenir l'investissement dans le secteur agricole, le défi qui se pose à l'Etat, malgré la faiblesse de ses moyens propres, est d'élargir la couverture des services financiers de proximité en assurant:

-l'amélioration du taux de pénétration des services financiers de proximité

-l'accessibilité des services financiers aux agriculteurs en prenant compte de la particularité des besoins du secteur, la meilleure gestion du risque, l'amélioration de dispositifs d'information, formation et appui conseil aux producteurs

-le renforcement des complémentarités entre les secteurs bancaires, la micro finance et leurs acteurs liés aux investissements publics tels que les projets, les ONG<sup>3</sup>

-l'amélioration de la réglementation du secteur et l'impulsion des mesures d'indication comme la bonification du taux intérêt.

### **Dynamique paysanne d'investissement**

Le paysan malgache manifeste une stratégie de capitalisation et il mobilise une partie de ses moyens pour acheter des rizières.

Les riziculteurs investissent chaque année plus de 102 milliards de Fmg dans l'achat de rizières (enquête 1999 FAO). Ceci correspond au double du revenu financier brut par la filière riz des producteurs (50 milliards Fmg) et à plus de 7% de leur revenu économique.

---

<sup>3</sup> Organisation non gouvernementale

Il en résulte en effet qu'il existe d'autres ressources financières pour financer cet investissement. L'investissement agricole est donc d'une part financé par ses propres ressources qui sont les revenus des activités et d'autre part un financement par endettement auprès des institutions financières ou des banques.

80% des dépenses d'investissement sont pour l'achat de rizière car le riz est l'activité de base à Madagascar. Cependant, le problème foncier est un handicap majeur pour le développement rural.

Seuls quelques ménages aisés qui arrivent à obtenir l'immatriculation des terres qu'ils occupent. La majorité des paysans est confrontée au lentement et la grande complexité des procédures, pertes de dossiers, des litiges...En effet, aucun paysan n'investira du travail ou du capital pour la bonification et la durabilité de ces terres agricoles. En outre, le métayage ne permet pas non plus d'engager des aménagements à moyen et long terme et empêche tout investissement foncier.

Vu ces différents problèmes ruraux, les détenteurs d'argent sont réticents à octroyer de crédits car souvent la terre constitue une garantie matérielle.

L'investissement agricole permet d'apporter plus d'efficacité dans les activités et apporte d'innovation à l'agriculture pour atteindre un certain seuil de performance.

## **CHAPITRE II : PERSPECTIVES ACTUALISEES DU CREDIT RURAL A MADAGASCAR**

Le marché financier rural est composé de divers sous-secteurs : un segment formel et différents segments informels. Dans les milieux ruraux de Madagascar, les prêteurs formels englobent les formes de crédits et d'épargne mise en place par des organisations non gouvernementales, des services de vulgarisation gouvernementaux en coopération avec la banque nationale de développement rural (BTM) et des firmes agro-industrielles. Les prêteurs

formels sont des institutions contrôlées par le gouvernement et la Banque Centrale tandis que les prêteurs informels opèrent en dehors du champ du système financier.

### **1) Emprunts et crédits des ménages ruraux :**

23% des ménages ruraux enquêtés ont réalisé un emprunt sur 1999-2000.

Parmi ceux qui n'ont pas recours au crédit, 56% confirment un besoin non satisfait suite à une contrainte d'accès. La principale contrainte est l'absence de garantie, 58% des cas de besoins non réalisés ; l'absence de prêteurs concernent 18% des cas, l'intérêt élevé est une contrainte majeure pour 16% des cas.

Sur 77% de ménages qui n'ont pas eu recours au crédit, 34% déclarent ne pas en avoir eu besoin tandis que 43% signalent un problème d'accès. Ainsi entre ceux qui ont bénéficié de crédit et les demandeurs qui n'ont pas pu en avoir, 66% des ménages se positionnent en demandeurs de crédits.

#### **Les ménages ruraux et l'accès au crédit (2000) :**

Besoin de crédit 65.7%	Accès crédit 22.8%	- Crédit formel 2.7% - Crédit informel 20.1%
	Non accès 42.9%	Pas de garantie 25.2% Intérêt trop élevé 6.8% Pas de prêteur 7.5% Refus du prêteur 3.3%
Non besoin de crédit 34.3%	34.3%	34.3%
100%	100%	100%

## Analyse :

Pour un taux d'intérêt donné, les prêteurs peuvent refuser de donner des crédits à certains demandeurs, tandis qu'ils rationnent ou acceptent le montant de crédit pour d'autres. A cause de l'asymétrie d'information entre financeur et financé, le rationnement du crédit est devenu un instrument approprié.

Les prêteurs demandent souvent des garanties pour évaluer la solvabilité des demandeurs afin d'augmenter le profit ajusté sur le risque du prêt. Dans la plupart des cas, la garantie à constituer c'est la terre. L'absence de garantie pour obtenir un crédit nous ramène directement à la contrainte de déficit de titrage des capitaux dans le milieu rural malgache, que ce soit les propriétés foncières ou les habitations. Dans les pays développés, chaque parcelle, chaque bâtiment et les biens d'équipements sont évalués et possèdent un titre de propriété, qui peut faciliter l'accès au crédit (Hernando de Soto).

Le secteur formel est la source de crédit la moins chère et qu'il rationne la demande de prêt tandis que le secteur informel ne rationne pas et satisfait à toute demande excédante en ajustant sur le taux d'intérêt. Dans 36% des prêts formels, la garantie physique est exigée. On doit noter que ce ne sont pas tous les programmes de crédit qui exigent des garanties, que ce soit pour le groupe tout entier ou pour chaque membre individuel d'un groupe. La seule exception est le système de Greniers Communs Villageois (GCV) qui donne un crédit pour les agriculteurs qui font le stockage. Le paddy est la garantie.

La majorité des ménages ruraux pauvres font accès aux services financiers informels. La raison de la segmentation du marché ne paraît pas être le taux d'intérêt rigide d'un marché formel mais les caractéristiques spécifiques des différents services de crédits octroyés et de l'asymétrie d'information.

Le rationnement du crédit est la conséquence de l'asymétrie d'information (Stiglitz, Weiss 1981).

Une augmentation du taux d'intérêt entraîne des effets pervers. Ainsi, l'agriculture, principale activité de la population malgache, se trouve pénalisée. Le manque de capital pour l'investissement agricole accentue la culture traditionnelle désormais de faible productivité et

de faible rendement. Cette situation conduit ainsi à la faiblesse de l'épargne et de l'investissement rurale donc un cercle vicieux.

Dans le cas où les agriculteurs accèdent au crédit de taux d'intérêt élevé, il se trouve que leur marge bénéficiaire est faible car le prix du capital est élevé ce qui accentue la pauvreté rurale. Quelque fois, les ménages riches possédant plusieurs terrains s'assurent de la disponibilité de la main d'œuvre pendant la haute saison de travail en faisant des crédits aux travailleurs. Le travailleur obtient un crédit, mais en échange, il est obligé de travailler pour le prêteur pendant une certaine période. Celui-ci obtient un salaire pré-déterminé égal ou plus bas que le salaire courant sur le marché ou même n'est pas payé du tout. Cette forme d'exploitation du travailleur nuit à son développement plus précisément sur son activité.

## **2) les crédits des institutions de financement :**

Sur les enquêtes réalisés en 2000, 29% du volume de crédit est monétarisé par le GCV (Caisse Commune Villageoises), CECAM (Caisse d'Epargne et de Crédit agricole Malgache), AECA (Association d'Epargne et de Crédit Autogérée) tandis que les banques ne fournissent que 3% du volume de crédit. Les prêteurs individuels hors famille ne correspondent qu'au 4% du volume total emprunté.

### **Répartition des montants prêtés par fournisseur :**

	Montant agrégé	% du volume du crédit	% du volume hors famille
Famille	311 167 750	61.9%	
Prêteur individuel	19 305 000	3.8%	10.1%
Banque	13 890 000	2.8%	7.2%
GCV, CECAM AECA	147 680 004	29.4%	77.1%
Autre organisme	10 767 000	2.1%	5.6%
Total	502 809 754	100%	

### **Analyse :**

Si on compare les fournisseurs de crédit hors famille en excluant les emprunts réalisés au niveau de la famille, le GCV, le CECAM et AECA constituent 77% du volume de crédit soit dix fois plus que les banques.

Au cours des dernières années, à cause d'un faible taux de remboursement, la banque de l'agriculture a considérablement diminué le nombre de prêts aux individus. La terre comme garantie paraît être insignifiante pour forcer le remboursement dans le contexte socio-économique des milieux ruraux à Madagascar.

Par comparaison du crédit formel des banques, GCV, CECAM et AECA avec les crédits informels et prêteurs individuels, on voit que le crédit formel ne touche que 2.9% des ménages ruraux bénéficiaires contre 16.7% pour le crédit informel.

### **Poids relatif du crédit formel et informel dans les observatoires ruraux :**

	Répartition en nombre de crédits	% des ménages bénéficiaires	Répartition en volume de crédit
Crédit informel (famille, prêteur individuel)	85.1%	16.7%	65.7%
Credit formel ( Banque, GCV, CECAM, AECA)	14.9%	2.9%	34.3%
Total	100%	19.6%	100%

Si on y intègre les crédits en nature, les crédits informels constituent 88% des crédits fournis aux ménages ruraux, contre 12% des crédits fournis par le secteur formel.

### **3) Appuis au financement rural à Madagascar :**

Le défi posé à Madagascar est de réduire à moitié le taux de pauvreté dans le cadre d'un développement rapide et durable. Pour atteindre cet objectif, le pays est en train de mettre en œuvre le partenariat avec les bailleurs de fonds les différents programmes : bonne gouvernance, éducation et santé, stabilité macroéconomique et croissance, développement rural, développement et densification des infrastructures.

Dans le cadre d'un développement rural intégré pour une croissance rapide et durable, le Millenium Challenge Account (MCA) Madagascar est l'occasion pour atteindre l'objectif.

### **.Bref historique :**

Le MCA Madagascar est un programme qui dure 4 ans portant sur un montant de décaissement de 110 millions de dollars dont 36 millions volet foncier, 36 millions volet financier et 17 millions volet opportunités d'investissement dont le mode de décaissement se fait par tranche tous les trois mois suivant prévision.

Le MCA comporte trois domaines d'intervention à savoir : le foncier, le financier et les opportunités d'investissement.

D'abord dans le domaine foncier, l'objectif est de sauvegarder et informatiser la conservation foncière, améliorer le cadre juridique foncier et former des compétences en matière foncière.

Ensuite, l'intervention financière est pour moderniser les lois et réglementations bancaires et financières en intégrant l'économie rurale, améliorer la mobilisation de l'épargne, renforcer les activités de la caisse d'épargne de Madagascar et les instruments de financement, destinés aux paysans, producteurs et PME ( Petites et Moyennes Entreprises).

Enfin, les opportunités d'investissement reposent sur la création des centres ABC ou Agricultural Business Center pour faciliter les relations avec les autres projets et bailleurs de fonds, aider le renforcement de capacité, faciliter la recherche d'informations et identifier les besoins d'investissements en infrastructure.

### **.Le développement rural financé MCA Madagascar :**

*« Promouvoir un développement rural compte tenu des caractéristiques du pays et de l'importance de la population rurale »* telle est la problématique du programme.

Madagascar adopte une approche intégrée à travers le passage de l'économie de subsistance à l'économie de marché, une articulation entre l'économie rurale et l'économie industrielle.

Madagascar n'a jamais pu échapper à l'économie de subsistance depuis son indépendance. Insuffisance alimentaire, des productions non viables commercialement, productions qui ne génèrent pas de revenus, faiblesse des liens entre production, transformation et commercialisation, faiblesse des compétences et du système d'approvisionnement en intrants... Autant de blocages qui ont marqué, depuis, le monde agricole malgache.

Prêt à investir tous ses efforts dans le bon sens, il existe de nouveau plan, des interventions sur quatre axes stratégiques bien définis : le développement des systèmes agricoles axé sur le marché, les investissements en vulgarisation et en recherche appliquée axés vers le marché, l'établissement d'un environnement capable de soutenir le développement rural et la formation d'alliance. Plus brièvement, la politique engagée se tournera beaucoup plus vers le marché intérieur et extérieur et met fin à toute production de subsistance.

Avec la suppression de toutes les barrières tarifaires d'ici 2008, il s'ensuit désormais à améliorer notre production, aussi bien au niveau de la qualité et des normes, qu'au niveau de la quantité produite. Une production tournée vers l'exportation, ce nouveau plan ambitionne de fermer la page où l'insuffisance et l'insécurité alimentaire témoignaient la pauvreté du pays.

Pour passer de la société rurale en société industrielle, Rostow a élaboré cinq étapes successifs : société traditionnelle, la phase de condition préalable au décollage, la phase de décollage (TAKE OFF), la maturité technologique et l'ère de la consommation de masse.

La stratégie consiste alors à identifier et à exploiter de façon optimale les avantages comparatifs de chaque région dans leur contribution à la croissance économique du pays, promouvoir la croissance économique à travers une double approche :

- Approche filière : développement rural par intégration « Agriculture - Industrie et Services » tout en ciblant des marchés porteurs comme l'exportation.
- Approche zone : choix des zones productrices dans lesquelles les activités seront menés initialement avec des effets d'entraînement.

La spécialisation est conforme aux théories libérales du commerce international.

R. Vernon : « *Les avantages comparatifs du pays se modifient au cours du temps, ils ne sont pas immuables* » c'est à dire un pays crée ses avantages comparatifs en se développant. La dotation d'un pays en facteur de production n'est pas une fois pour toute mais elle change avec l'accumulation du capital. Les pays vont se spécialiser selon leur degré de développement mais celle-ci va changer continuellement avec le développement du pays.

Les domaines prioritaires d'intervention du MCA sont la mise en place de condition qui favorise l'émergence d'une agriculture tournée vers le marché, l'appui et le développement des initiatives entrepreneuriales et l'appui au financement des différentes activités économiques.

- *Investir dans l'agriculture tournée vers le marché :*

Il s'agit d'identifier les secteurs d'activités productifs pour une croissance économique forte et intégrer progressivement le monde rural dans le marché.

Pour favoriser l'agriculture, les projets d'activités à entreprendre sont :

- favoriser l'émergence d'exploitation moderne en réservant et en sécurisant les zones d'investissements agricoles et les viabiliser, doter ces zones d'infrastructures adéquates.
- Favoriser la production par le marché
- Améliorer la productivité en appuyant à la structuration des paysans, favoriser la mécanisation, développer la recherche agronomique, faciliter la création de centres de production de semences, promouvoir l'éducation, formation...

- Appui et développement des initiatives entrepreneuriales

Il consiste à appuyer les entrepreneurs actuels et les promoteurs d'entreprise en leur facilitant l'accès au financement par l'instauration d'un système de crédit à des conditions douces telles que les formalités réduites au minimum, baisse conséquente du taux d'emprunt, assouplissement des contreparties données en garantie.

En outre, il faut inciter le développement d'entreprises et favoriser l'émergence de nouveaux entrepreneurs.

- Appui au financement des activités économiques

La problématique du financement de l'économie est d'apporter des réponses adéquates aux différentes contraintes multiformes.

En milieu rural, la notion d'entreprise ne permet pas une intervention exhaustive et les banques classiques ne favorisent pas l'accès des PME au crédit.

Dans le cadre d'un « *développement de l'entrepreneuriat* », les critères d'octroi et la gestion des fonds doivent être clairs, transparents et équitables et les conditions d'accès à ces fonds devront répondre aux caractéristiques des cibles : taux, garanties assouplies, dossiers simplifiés.

Pour cela, les projets- activités à entreprendre sont de renforcer les capacités d'intervention de micro finances et favoriser leur développement, développer les fonds de collecte et de commercialisation des produits agricoles, mettre en place un fonds destiné aux PME et créer un fonds de facilitation des exportations.

Tous les mesures, suggestions et apports de solutions aux problèmes financiers et structureaux ruraux par le MCA sont entrepris pour atteindre une forte croissance économique et pour la réduction de la pauvreté. Un fonds « *challenge* » (défi) régions sera constitué pour financer les programmes proposés par les régions, qui remplissent des conditions et des critères bien définis au préalable.

La contrainte financière est un problème majeur et origine de tous les blocages du développement rural à Madagascar. Les institutions de financement ne peuvent pas à elles seules combler le manque du milieu rural. L'appui des bailleurs et le développement des partenariats financiers vont améliorer la situation rurale. L'arrivée d'un financement extérieur est un grand soutien pour les paysans malgaches qui verront la présence de ses activités.

# **Troisième partie**

## **TROISIEME PARTIE : LES IMPACTS DU FINANCEMENT RURAL.**

Financer le milieu rural c'est relancer l'économie malgache. Il n'est pas alors vain d'étudier les impacts relatifs du financement de l'agriculture quelque soit sa forme.

Dans cette partie, on discernera en chapitre I les effets des investissements sur l'agriculture et sur la pauvreté, et en chapitre II une analyse des moyens de financement.

### **CHAPITRE I : LES EFFETS DES INVESTISSEMENTS SUR L'AGRICULTURE ET SUR LA PAUVRETE.**

La pauvreté est en quelque sorte un état d'asservissement et de frustration dans lequel se trouve une personne partiellement ou totalement dépourvue de moyen d'existence durables et qui se voit exclue de la jouissance des fruits de la croissance. Il en résulte chez cette personne une certaine aliénation qui la rend « étrangère » au processus de développement.

La disponibilité des moyens d'existence durables au profit de l'ensemble de la population et de ses différentes composantes sociales, économiques et spatiales et la possibilité de ces mêmes composantes de jouir selon leurs besoins et/ou aspirations des fruits de la croissance constituent des ambitions qui motivent la grande majorité des malgaches.

L'ambition peut être formulée comme : « *Permettre à l'ensemble de la population malgache de vivre dans la sérénité, produire normalement et de façon efficiente, satisfaire correctement ses besoins fondamentaux et préserver ceux des générations futures.* »

A Madagascar, le milieu rural n'a cessé de s'appauvrir. Environ 90 % des pauvres travaillent dans l'agriculture. Les riches travaillent dans le commerce, l'administration ou le transport. Etre employé dans le secteur agricole par rapport à être manufacturier augmente la probabilité d'être pauvre. Une grande partie du potentiel agricole reste non exploitée. Le taux de croissance de la production agricole entre 1985 - 1999 ne dépassait pas 1%. Sécuriser et

financier le milieu rural a été l'objectif et l'ambition du développement rural. D'énormes investissements sont nécessaires pour développer le secteur agricole. Il faudra élargir l'accès des pauvres aux actifs, à la terre et au crédit.

## **1- Les effets sur l'agriculture.**

L'investissement agricole a pour objectif d'assurer aux paysans malgaches le bénéfice des fruits de la croissance.

Accroître et promouvoir la production agricole avec une utilisation optimale ainsi qu'une gestion des ressources et des infrastructures et du matériel agricole est indispensables.

L'investissement rurale permet d'augmenter la productivité agricole et la superficie cultivée par :

- l'intensification de la production animale et végétale
- le développement des infrastructures de production et d'exportation qui sera basé sur la réhabilitation des pistes rurales avec les projets en cours et la construction de couloirs de vaccinations

-le développement des périmètres irrigués et des bassins versants - l'appui à l'organisation et à la professionnalisation des producteurs visant à la rendre plus performants par la formation des techniciens, la vulgarisation des techniques de productions performantes, la dotation en technique et matériel.

- La relance de la mécanisation agricole en mettant en place des mécanisations pilotes en se dotant de petits matériels agricoles comme la charrue, la herse et la sarcleuse.
- L'intensification de la recherche appliquée au développement rural par l'introduction de souche ou des nouvelles espèces, la réalisation des recherches sur

les semences, la création des centres pilotes pour les essais d'élevage, la réalisation d'une étude- action sur certaines filières agricoles.

Au niveau des petits investissements en zone rural et le partenariat entre les groupements paysans et le secteur privé, les objectifs et résultats estimés sont :

- le développement des activités génératrices de revenus par l'intermédiaire de la vulgarisation des techniques d'élevage peu pratiqués (exemple : élevage en cage et en enclos), la production d'alevins, l'appui à la collecte et à la commercialisation des écrevisses et autres.
- la mise en place des systèmes de financement adaptés et accessibles aux plus démunis en appuyant notamment la mobilisation des crédits halieutiques et piscicoles.
- Le développement des infrastructures de production et l'exploitation par l'amélioration de commercialisation des produits agricoles.

L'investissement rural peut aussi en d'autre terme promouvoir les explorations agroalimentaires et améliorer la qualité des produits en développant les filières porteuses et permettre le contrôle et la surveillance des problèmes, il permet également d'assurer une gestion transparente et rationnelle des ressources, facilite l'accès des producteurs au capital foncier, préserver l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles renouvelables.

Chez les ménages ruraux, les crédits monétarisés sont employés pour privilégier les dépenses sur l'exploitation agricoles (32% du volume de crédit) puis l'achat de PPN (28%), les imprévus (13%) et la collecte des produits (11%).

### Destination du crédit monétaire : répartition par type d'emploi

	Montant agrégé (Millions Fmg)	% du volume de crédit
Achat PPN	142,7	28%
Problèmes de trésorerie imprévus	63,1	13%
Achat bétail	15,5	3%
Dépenses sur exploitation agricole	161,2	32%
Construction immobilière	18,5	4%
Cérémonie	35,8	7%
Collecte de produits	55,7	11%
Autres	10,4	2%
Total	502,8	100%

Sur la base de ces destinations de crédit, on peut à priori considérer que les dépenses sur l'exploitation agricole, la collecte de produits, l'achat de bétail constituent un agrégat de crédits orientés vers les activités productives, correspondant à 45% du crédit mobilisé, tandis que l'achat de PPN, les problèmes de trésorerie imprévus constituent une part de crédit dédiée à la gestion du risque et à la couverture des besoins primaires liée à la vulnérabilité du ménage (41%) du volume de crédit. Enfin, les crédits destinés aux cérémonies et à la construction immobilière sont une dépense davantage liée au statu social correspondant à 11% du montant de crédit.

L'enquête filière paddy et manioc a permis de constater que les dépenses alimentaires des ménages malgaches occupent une part relativement importante (40% et 5% en 1999). Le rendement dans ces filières est faible mais une amélioration de leur productivité est encore faisable par le biais d'encadrement financier dans ces filières. En 2001, le rendement national est de 2,2t/ha pour le riz et 7,1t/ha pour le manioc.

## **2- Les effets sur la pauvreté**

La réalité est confirmée par les études statistiques. Un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) est l'analyse des impacts de ces investissements sur divers groupes de ménages pauvres. Le modèle utilisé a permis d'évaluer l'opération de production, de distribution et d'utilisation des revenus pendant une période donnée.

### **Données :**

Pour le riz et le manioc, la hausse de productivité dans ces deux branches a donné lieu à une hausse de production. Une hausse de productivité rizicole de 30% va augmenter la production de paddy de 14,6%. Face à une demande stable, cette augmentation de l'offre va chuter le prix du paddy de 26,9% qui aura un double effets positifs : sur le niveau de vie des consommateurs d'une part et sur les ménages agricoles d'autre part.

Les ménages agricoles chercheront ainsi à diversifier leurs productions dans les créneaux porteurs et les impacts les plus significatifs seront au niveau de la production des autres cultures et du manioc qui vont augmenter respectivement de 7,6% et de 2,2%.

Si l'on prend comme mesure du bien-être la consommation réelle totale des ménages, les investissements pour une amélioration de l'accroissement de la productivité rizicole va surtout bénéficier aux ménages urbains quelque soit la qualification du chef de ménage et aux ménages ruraux agricoles (pauvres et riches).

Quant à la hausse de la productivité du manioc, la consommation réelle des ménages urbains qualifiés et non qualifiés vont respectivement augmenter de 1,6% et 1,5%, et celle des ménages ruraux non agricoles pauvres de 1,2%. Toutefois une décomposition des ménages ruraux agricoles du Sud qui vont profiter de cette amélioration de la productivité du manioc. La consommation réelle des ménages ruraux grands cultivateurs et petits cultivateurs du Sud vont s'améliorer respectivement de 2,3% et 1,8%.

Les effets d'entraînement pour ne citer que la demande d'intrants et d'autres biens de consommation dus à la hausse de productivité entraînent une hausse de la production d'une façon plus générale dans tous les secteurs de production. Cette hausse à travers l'économie toute entière est captée par la variation du produit intérieur brut ou la croissance économique qui va s'accroître respectivement de 2% et 0,9% dans le cas du paddy et du manioc. La consommation totale des ménages va augmenter de 2,3% et de 1,4% dans les deux cas. Enfin les recettes de l'Etat vont se renflouer de 3,7% et de 2% ce qui améliore le déficit public ou améliore les possibilités d'intervention de l'Etat.

**Tableau sur l'impact simulé des investissements en productivité agricole.**

<b>Branches</b>	<b>Riz</b>	<b>Manioc</b>
Choc : Hausse de productivité	30%	30%
<u>Impact sur la production</u>		
Paddy	14,6%	2,5%
Manioc	2,2%	5,4%
Autres cultures	7,6%	3,8%
<u>Impact sur les prix</u>		
Paddy	-26,9%	-4,7%
Manioc	-9%	-24%
Autres cultures	-9,1%	-4,8%
<u>Impact sur la consommation réelle des ménages</u>		
Ménages urbains, qualifiés	3,5%	1,6%
Ménages urbains, non qualifiés	3,7%	1,5%
Ménages ruraux, petits cultivateurs	1,3%	0,5%
Ménages ruraux, grands cultivateurs	0,8%	0,4%
Ménages ruraux, non agricoles, pauvres	2,5%	1,2%
Ménages ruraux, non agricoles	2,5%	0,9%
<u>Impacts macroéconomique, riches</u>		
PIB	2%	0,9%
Consommation totale	2,3%	1,4%
Recette de l'Etat	3,7%	2%

Cette analyse montre que l'agriculture joue un rôle important dans la réduction de la pauvreté. Les investissements effectués pour améliorer la productivité agricole augmenteront le bien-être des ménages en augmentant la capacité productive du pays. La hausse de la productivité agricole peut en même temps cibler les revenus des cultivateurs pauvres et diminuer le coût de vie des ménages urbains pauvres. Toutefois ce sont les consommateurs nets de riz et de manioc qui en seront les principaux bénéficiaires.

Si l'on veut que les ménages ruraux cultivateurs profitent davantage de cette hausse de productivité car c'est dans la catégorie des ménages agricoles que le taux de pauvreté est assez important, il faudrait amortir la baisse du prix du côté des producteurs en développant des stratégies relatives à l'écoulement et à la commercialisation de la production pour accroître le niveau de la demande.

Par ailleurs, le marché agricole malgache est caractérisé par des écarts assez importants entre les prix aux producteurs et les prix à la consommation dus à la difficulté du transport, à la structure de marges et aux pouvoirs de négociation entre les agriculteurs et les collecteurs, d'une part, et entre les commerçants et les consommateurs d'autre part.

Des investissements dans les infrastructures rendent plus concurrentiel le marché agricole et offriront des occasions de diversification des activités des ruraux.

### **3- Les relations de genre ou relations homme femme**

La situation à l'intérieur du foyer et en particulier le rôle dévolu à la femme constitue un aspect important de la répartition des bénéfices et des coûts à l'intérieur d'une collectivité. La répartition du travail, des responsabilités, du revenu et l'accès aux ressources entre les hommes et les femmes sont à la fois inégales et inefficaces. L'amélioration des relations homme femmes à travers les investissements réalisés en milieu rural est très souhaitée. Dans certaines sociétés, on compte de nombreuses femmes chefs de famille, lorsque le mari est absent pour des raisons de décès ou de travail de loin par exemple. Alors la femme assume toutes les responsabilités et les obligations d'un homme chef de famille. Elles peuvent par contre ne pas avoir le même accès aux ressources et aux services de vulgarisation, elles se trouvent par conséquent une situation d'indigence.

Pour tous les foyers, et sur l'ensemble de la collectivité, il faut analyser la distribution du travail par genre et par tâche. Dans de nombreuses sociétés, les femmes sont responsables de très nombreux travaux agricoles qui s'ajoutent à la charge de tâches ménagères : à la préparation des aliments et de la cuisine, à la quête de l'eau, au nettoyage, à l'éducation des enfants... Les femmes sont par conséquent soumises à une charge de travail injuste alors une répartition plus équitable du travail avec les hommes s'avère plus efficace.

Les femmes sont parfois à subir des restrictions quant à leur accès et contrôle sur les ressources productives, elles ne bénéficient pas de droits égaux à ceux des hommes.

Dans le but de modifier cette situation, quelques projets d'investissement dans le cadre de développement rural comportent des programmes particuliers destinés aux femmes.

L'impact du projet sur l'accès des femmes aux ressources doit dans tous les cas être analysé.

Dans la mesure où le projet augmentera les besoins en forces de travail pour les productions agricoles et les revenus du foyer, il peut conduire à un accroissement de la participation des femmes à l'activité agricole. Une évaluation de l'impact du projet sur la distribution des tâches par genre et par activités devra être réalisée.

#### **4- Les modifications du niveau de vie.**

Etant données les augmentations du revenu familial et des productions agricoles, les projets d'investissement rural devront permettre une amélioration du bilan nutritionnel et de la sécurité alimentaire familiale. Il ne devrait y avoir aucune baisse des besoins domestiques comme l'eau pure et saine, doit permettre une amélioration des services de santé donc des changements structurels.

## **5- Amélioration du cadre institutionnel, la participation et le renforcement de la paysannerie.**

Des changements institutionnels sont aussi conçus dans le cadre du projet contribuant à renforcer l'indépendance des pauvres et les prises de décisions collectives. La mise en place d'une organisation structurée, avec une aide financière et technique externes et même des règles statutaires concernant les droits et obligations des paysans sont nécessaires. La participation croissante des paysans dans la prise de décisions, de gestion et de responsabilisation est un élément du succès d'un projet d'investissement.

## **CHAPITRE II : ANALYSES ET SUGGESTIONS SUR LES MOYENS DE FINANCEMENT.**

Les outils de financement agricole sont nombreux et de diverses formes à Madagascar. Face aux besoins multiformes des paysans, ces institutions de financement peuvent satisfaire plus ou moins les demandes de ces gens. Dans toutes les activités entreprises par ces réseaux, on a constaté des réussites aussi bien que des échecs vu qu'elles représentent à la fois des forces et des faiblesses.

### **1- Les forces et faiblesses.**

*\*Cas de l'A.E.C.A* : Association d'Epargne et de crédit Autogérée.

Pour devenir membres d'une AECA, les bénéficiaires du système doivent s'acquitter d'un droit d'adhésion et participer à la gestion de l'association ou l'autogestion.

### **a- Les forces.**

Le caractère décentralisé du réseau (caisses de proximité, nombreuses décisions prises au niveau des AECA) et le principe d'autogestion permettent une forte implication des membres dans le système et une bonne appropriation de ce dernier par ses bénéficiaires.

L'autogestion amoindrit les coûts de gestion pour le système et forme les paysans membres à s'organiser, à travailler en groupe par création d'une dynamique collective. Les associations représentent un lieu de réunion, d'échanges entre les habitants de la plaine de Marovoay et, créent des cohésions sociales c'est à dire des solidarités jusqu'ici faibles.

Le système de suivi- évaluation interne permet d'anticiper les éventuels problèmes, les dysfonctionnements.

Le réseau développe des partenariats avec les autres intervenants de la région et participe aussi à une centrale des risques créée dans le cadre de ces partenariats.

### **b- Les faiblesses**

Malgré sa volonté de diversifier ses produits financiers, la concentration du portefeuille de crédit sur le financement des activités liées à la riziculture constitue le point faible de ce réseau (AECA). Cette concentration est due au contexte de la plaine de Marovoay : toutes les activités qui y sont développées sont liées à la production rizicole (riziculture, collecte de paddy, transaction de paddy,...). En cas de mauvaise récolte rizicole, le système est fortement mis en péril.

Dans cette zone, où règnent une faible cohésion sociale et peu d'échanges entre les différents « groupes de provenance », le fonctionnement des AECA, qui repose sur l'autogestion, présente une contrainte pour le système. Ainsi, pour l'adhésion des membres et l'accès au crédit, le système a comme garantie principale l'inter connaissance entre les villageois, qui ne fonctionne que dans des groupes de faibles effectifs sur la Plaine. Les AECA de la Plaine éprouvent donc des difficultés à augmenter leur nombre de membres (Stagnation de la taille des AECA).

## **2- Quelle politique de financement de l'agriculture ?**

L'enjeu de cette politique est de rechercher simultanément un impact économique tels que le développement des zones rurales, compétitivité, devises... et social (sécurité alimentaire) optimal, et de permettre aux couches rurales chroniquement fragiles de pouvoir investir dans leurs activités agricoles, avec des outils adaptés à la particularité de leur métier, à des conditions soutenables. Ces préoccupations recourent la nécessité d'assurer la viabilité et la durabilité des institutions financières de proximité.

Cette politique a deux objectifs avec des sous objectifs qui leur sont spécifiques :

Le premier objectif est d'améliorer le taux de pénétration et l'accessibilité des services financiers de proximité, en effet, il faut :

- Développer les services de proximités qui constitue la principale priorité pour soutenir l'investissement dans les activités agricoles en consolidant les réseaux de manière à ce qu'ils soient en mesure de construire leur développement sur des bases saines, en maintenant une politique de taux d'intérêt qui préserve la capacité des institutions de micro finance de capitaliser les ressources nécessaires à leur développement, mobiliser des ressources financières complémentaires, développer les capacités d'épargne, renforcer les coopérations Banque Institutions Financières de proximité.
- Renforcer la cohérence entre les outils de financement. Les problèmes liés à la concurrence entre les systèmes financiers décentralisés et certains programmes d'appui doivent être évacués au profit des professionnels. Les institutions de micro finance doivent assurer la maîtrise d'œuvre déléguée des volets crédits des projets et programmes d'appui.

La recherche de cohérence entre les institutions et mécanismes de financement et d'investissement dans le secteur agricole et rural constitue un point d'ancrage de l'action de l'Etat.

- Améliorer l'accessibilité aux services financiers de proximité aux agriculteurs.

Un certain nombre de mesures seront mises en œuvres pour améliorer l'accessibilité des agriculteurs aux services financiers de proximité. Elles concernent : la formation des élus agriculteurs et des gestionnaires d'IFM, la réduction des risques économiques en prenant des mesures pour mieux sécuriser l'environnement de l'activité

- bonifier les taux d'intérêt.

Le principal outil à envisager dans ces sens est la bonification du taux d'intérêt qui permet simultanément de soutenir un choix de politique agricole, de réduire le risque de l'agriculteur à l'investissement, de créer les conditions pour fidéliser davantage de clients autour des institutions de micro finance, d'augmenter leurs chiffres d'affaires et de réduire les charges structurelles qui pèsent sur les taux d'intérêt.

Des mesures institutionnelles seront néanmoins prises pour contribuer à réduire sensiblement le taux général.

- exonérer de la TVA les transactions entre banques commerciales
- réduire le taux de refinancement appliqué aux IFM, en particulier avec le développement des produits financiers à moyens terme.

Le second objectif vise l'amélioration du cadre juridique et l'environnement institutionnel de la micro finance.

L'enjeu pour améliorer l'accessibilité aux services financiers de proximité est de mettre ne place une réglementation qui permet à l'ensemble des intervenants d'atteindre toutes les couches de la population en toute complémentarité. Ainsi, on doit :

- Améliorer le cadre législatif et réglementaire.

Jusqu'à présent le seul cadre légal et réglementaire régissant les activités des services financiers de proximité est celui destiné aux IFM, c'est une situation qui ne leur permet pas de penser à la pérennisation de leurs actions, ils n'ont pas le droit de collecter l'épargne ; toutefois dans le cas de la plupart d'entre eux, la souplesse de leur modalité d'intervention leur permet de toucher les plus pauvres ; ils satisfont une clientèle à l'écart. La mise en place d'un cadre réglementaire permettant la répartition des responsabilités entre structure et qui s'appuie sur une claire délimitation des objets et des prérogatives de financement est donc souhaitable.

- Mettre en place une coordination nationale.

La mise en place d'une coordination au niveau national pour le secteur micro finance est indispensable afin que l'Etat puisse assumer son rôle d'orientation, d'incitation, d'arbitrage et de garant du respect des décisions prises en communs. Cette coordination permettra donc de :

- s'assurer que les réglementations soient adaptées et toujours correctement appliquées.
- Garantir la cohérence et la comptabilité des actions de développement.

Toute action entreprise dans le cadre de la finance rurale est pour permettre aux milieux ruraux la part de développement. Apporter des solutions aux difficultés rurales est l'objectif visé par les projets d'investissement et les offres de financement. Dans la plupart des cas, ces projets connaissent des échecs et leurs réussites restent ambiguës. Les suggestions sur la stratégie et politique de financement de l'agriculture sont d'une part des outils pour promouvoir des résultats plus significatifs et d'autre part ce sont des directives pour les institutions de financement.

## CONCLUSION

Pour conclure, Madagascar pourra faire son développement grâce à un encadrement financier du milieu rural. L'agriculture et le développement rural sont étroitement liés en matière de croissance, répartition et réduction de la pauvreté, et s'enrichissant à la fois de nombreux idées.

La diversité de moyens de financement agricoles ne permet pas de recouvrir totalement les besoins financiers du milieu rural mais pourra le faire grâce à différentes réformes.

Les petits agriculteurs peuvent être plus productifs dans de nombreuses cultures et un meilleur accès aux actifs atténuera le grave problème de manque de garanties de crédit. L'octroi de crédits vise à l'acquisition d'actifs productifs ; l'investissement, un facteur particulièrement important.

La vulgarisation agricole permet une croissance de la production, une amélioration de la situation économique et le développement. Promouvoir les investissements agricoles a un effet direct sur le bien-être de la population malgache que ce soit rurale qu'urbaine.

Désormais, le gouvernement a décidé de permettre le développement des institutions de micro finance dans un cadre de libre marché sans imposer des contraintes particulières sur la fixation des taux d'intérêt. Le gouvernement s'est engagé sur la réflexion des taux d'intérêt. Le gouvernement s'est engagé sur la réflexion de l'appui à la professionnalisation des institutions de micro finance, la régulation de leur développement sur tout le territoire et la définition d'un cadre sécurisant et favorisant l'accès au refinancement.

Les défaillances du marché sont nombreuses et complexes. Malgré toutes ces limitations, tant en terme de capacité administrative que de vulnérabilité face à des processus peu rentables, l'Etat peut, au moins, jouer un rôle catalyseur en activant le financement agricole et se portant garant des risques.

Ceci amène à savoir dans quelle mesure l'Etat peut-il jouer un rôle catalyseur au développement rural ?

## ANNEXES

### Evolution relative aux activités des IMF

Année	1996	1997	1998	1999	2000
Nombre de mutuelles	160	205	248	271	336
Nombre de membres	18.063	29.444	47.472	60.775	92.946
Encours de dépôts (en millions Fmg)	968	2870	6400	9595	37.083
Encours de crédits (en millions Fmg)	7737	11.448	16.583	23.517	37.813

Source : APIFM (Association Professionnelle des Institutions Financières Mutualistes)

**Principales conditions de financement bancaire :**

Dénomination	Caractéristiques des produits
Banque (en général)	<p><b>DAV<sup>(*)</sup></b> : minimum MGA 50.000 sauf la BNI CI avec 0 dépôt et la CMB à MGA 10.000</p> <p>Frais de tenue de compte MGA 24.000 par an (6000 MGA par trimestre)</p> <p><b>DAT<sup>(*)</sup></b> : durée minimum : 3 mois</p> <p>taux : moins de 7%</p> <p><b>Crédits bancaires</b></p> <p>Durée de remboursement : très varier</p> <p>Taux d'intérêt : 24% en moyenne</p> <p>Garanti : 100% au maximum</p> <p>Remboursement : en fonction du projet</p> <p>Crédit maximum : illimité</p> <p>Frais d'étude du dossier (en fonction de la banque)</p>
Caisse d'épargne de Madagascar	<p>Compte de dépôt</p> <p>Dépôt minimum : MGA 20</p> <p>Taux : 4% par an en moyenne pour les comptes simples</p> <p>4,5% par an pour en moyenne pour les comptes stables</p> <p>Sans frais de terme de compte</p>
Bank of Africa Madagascar	<p>Compte épargne tahiriy</p> <p>Dépôt minimum : MGA 50.000</p> <p>Taux : 4% par an en moyenne pour les comptes simples</p> <p>4,5% par an en moyenne pour les comptes stables</p>

- **D.A.V** : Dépôt à vue
- **D.A.T** : Dépôt à terme

**Évolution des crédits :**

Rubrique	APEM		VOLA MAHASOA	SIPEM
	PAIQ	CARITA		
En cours de crédits (en FMG)	94	277	691	2.894
Volume d'octroi	270	277	1846	6.427
Nombre de bénéficiaire	1101	870	4700	471

Source APIFM IMFS

IMF : Institution de micro finance

AMEC : Association de mutuelles d'épargne et de crédit

APEM : Association pour la promotion de l'entreprise à Madagascar

CSBF : Commission de supervision bancaire et financière

FAO : food and agricultural organisation

**Structure des dépôts fin 2002 :**

Année	2001		2002		Accroissement
	Encours (%)	Quantité	Encours (%)	Quantité	
<b>D.A.V</b>	74	1492	71.2	2.232	740
<b>D.A.T</b>	15.5	312.5	12.6	394.3	81,8
<b>D.G</b>	10.5	215	16.2	506.8	291,8

Source : Rapport annuel TIAVO 2002

D.A.V : Dépôt à vue

D.A.T : Dépôt à terme

D.G : Dépôt de garantie

## **BIBLIOGRAPHIE**

1-Dictionnaire des mécanismes et théories économiques

J.Bremond

3<sup>e</sup> édition Hatier Paris 1984

2-Economie de Madagascar

Agriculture : enjeux et contraintes du libéralisme

Revue n°2 Octobre 1997

BCM-INSTAT

3-Ministère de l'agriculture

Statistique agricole Annuaire 1999

Service de la statistique agricole

4- Formulation des projets d'investissement agricole et rural

Instruments pour la planification, études de cas

FAO, Rome 1999

5- Dictionnaire des sciences économiques

Alain Bertone Antoine Carzola

Edition Armand Colin Paris 2001

6- Problèmes actuels et émergents en matière d'analyse économique et de recherche de politiques

FAO, Rome, 2001

Kostas G. Stamoulis

7- Lexique d'économie

7<sup>ème</sup> édition 2002 DALLOz

8- FO.FI.FA –INSTAT

Centre National de la Recherche appliquée du Développement Rural

Conférence : « Agriculture et pauvreté » 20 Mars 2003, Antananarivo Programme ILO

9- Paysan en action MITA

Journal mensuel des paysans de Madagascar

3<sup>ème</sup> année n°25-Octobre 2003

10-Extrait de la proposition

Développement rural intégré pour une croissance rapide et durable

Septembre 2004

Madagascar Millenium Challenge Account

11- Conférence sur Madagascar Millenium Challenge Account au Chambre de Commerce

Antananarivo

Année 2005

## LISTES DES ABREVIATIONS

A.DE.FI : Agence pour le développement et le financement  
A.B.C: Agricultural Business Center  
A.E.C.A : Association d'Epargne et de Crédit Autogéré  
B.C.M : Banque Centrale de Madagascar  
B.T.M -Boa : Bankin'ny tantsaha Mpamokatra  
C.E.C.A.M : Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Malgache  
C.E.M : Caisse d'Epargne de Madagascar  
C.V.E.C.A : Caisse Villageoise d'épargne et de Crédit Agricole  
F.A.O: Food and Agricultural Organisation  
F.M.G : Franc Malgache Garanti  
G.C.V: Greniers Communs Villageois  
Ha: Hectare  
I.F.M : Institution Financière Mutualiste  
I.N.STAT : Institut National de la Statistique  
M.A.E.P: Master plan Agriculture Elevage pêche  
M.C.A: Millennium Challenge Account  
M.E.G.C: Modèle d' Equilibre Général Calculable  
O.N.G : Organisme Non Gouvernementale  
O.T.I.V : Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola  
P.M.E : Petit et Moyenne Entreprise  
P.P.N : Produits de Premières Nécessités  
T : tonne  
T.I.A.VO : Tahiry Ifampisamborana amin'ny Vola  
T.V.A : Taxe sur les Valeurs Ajoutées  
% : pourcent

**Nom** : RASOANIRINA

**Prénoms** : Andoniaina Sandriana

**Titre** : « *Encadrement financier du milieu rural* » (*cas de Madagascar*)

**Pagination** : 51

**Tableaux** : 5

## **RESUME**

Les formes de crédits aux agriculteurs sont incapables à répondre à la demande des paysans. Il est donc favorable qu'il existe un système financier de proximité.

Au début des années 1930, seulement 1,5% des petits producteurs ont bénéficié des financements bancaires, tandis que 5% seulement de l'ensemble des prêts étaient destinés au secteur rural. La faible rentabilité et risques associés au recouvrement de crédits ont freiné le développement du crédit aux petits producteurs il existe aussi la concentration des crédits sur les grandes sociétés d'Etat et les grandes entreprises privées.

Les difficultés d'accès au crédit bancaires et des institutions financières ont obligé les petits producteurs à se cantonner à la culture d'autosubsistance de petits outillages sans procéder à l'intensification des cultures. La faiblesse du système de financement du monde rural constitue un obstacle à l'amélioration de la productivité, à la préparation des campagnes de commercialisation et par ce biais, à l'élévation du revenu des producteurs. Ainsi, il faut mettre l'accent sur l'encadrement financier du milieu rural en axant l'objectif sur la promotion de diverses formes d'organisation financières tout en relevant les problèmes, les solutions ainsi que les suggestions y afférentes.

**Mots clés** : crédits, institutions financières, monde rural, agriculture, paysans, producteurs.

**Directeur de mémoire** : monsieur RAKOTOMAVO José Alex

**Adresse de l'auteur** : Lot C2 Antsahamaina Ankadikely